



Mars 2022.

Informers. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

PONT NATUREL À LA DRFiP44 (SUITE)

A **FO DRFiP44**, qui lui a demandé davantage de précisions par courriel, après le CTL, la DRFiP44 répond qu'elle n'a reçu à ce stade, aucune demande précise de participation au renfort des Centres d'appels téléphoniques le vendredi qui suit l'Ascension.

Mais, car il y a toujours un mais, elle ajoute savoir que « *chaque année, nous sommes sollicités* » et c'est pourquoi elle suppose « *que nous serons également mis à contribution le vendredi de l'Ascension qui n'est pas un jour férié mais un jour ouvré* ».

Elle poursuit en précisant que c'est pour cela qu'elle a informé les organisations syndicales lors du CTL « *de l'obligation que nous aurons, selon toute vraisemblance, et ce malgré l'octroi d'un "pont naturel" - de faire appel à des agents (SIP ou direction) pour remplir cette tâche* » et dont le calibrage est actuellement inconnu

La DRFiP44 nous indique enfin qu'elle reviendra vers **FO** dès qu'elle aura plus de précisions et conclut en assurant qu'elle privilégiera le recours au volontariat.

Dossier à suivre donc.

QUI DÉGRADE LA SANTÉ MENTALE DES AGENTS PUBLICS ?

Réformes incessantes imposées aux personnels, restructurations, suppression d'emplois, développement de l'emploi contractuel précaire, smicardisation d'un nombre toujours plus élevé de fonctionnaires...

La politique du gouvernement pour la fonction publique a des effets désastreux en matière de santé et sécurité au travail.

Un exemple récent parmi tant d'autres : le transfert forcé d'une grande partie des personnels des DIR (Direction Interdépartementale des Routes) dans le cadre de la loi 3DS (différenciation, décentralisation et déconcentration).

Il n'y a eu, bien sûr, aucune pause à cette politique dévastatrice durant la pandémie¹.

Enfin, soulignons que c'est dans cette situation catastrophique que le gouvernement passe en force la suppression des CHSCT.

Pour **FO**, les troubles d'anxiété, de sommeil perturbé et de dépression sont de la responsabilité du gouvernement et de



1 NDLR : les agents de la DGFiP sont d'ailleurs bien placés pour le savoir

la politique de terre brûlée qu'il fait subir à la fonction publique.

Dans ce cadre-là, la circulaire relative aux actions de sensibilisation et de formation au secourisme en santé mentale dans la fonction publique consiste à renvoyer sur les personnels eux-mêmes, y compris l'encadrement, la gestion des dégâts provoqués par le gouvernement.

Le message aux personnels est le suivant : on va vous donner « les bonnes pratiques » pour vous débrouiller par vous-même et si vous tombez malades, vous ne pourrez vous en prendre qu'à vous-même : Quelle incurie !

FO ne peut que condamner cette logique et exiger l'arrêt des réformes et restructurations imposées aux personnels, la création des emplois statutaires nécessaires au bon fonctionnement des services publics et l'ouverture de négociations sur l'augmentation du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire.

CTR À LA DGFIP : COMME SI TOUT ALLAIT BIEN

C'est ce qu'a essayé de faire croire la DGFiP, lors du dernier Comité Technique de Réseau (CTR).

Et pourtant nombreux ont été les sujets qui sont source d'inquiétude selon **FO** :

- ✗ Les personnels paient au prix fort le niveau de satisfaction des usagers,
- ✗ Un projet qui préfigure la fin des SIE de proximité en siphonnant leurs missions
- ✗ CGF : une extension avant généralisation ?
- ✗ Regroupement de toutes les créances d'un même débiteur de la DGFiP au sein d'un poste comptable unique par département.
- ✗ Ecrasement de la grille indiciaire et banalisation des catégories B et C en début de carrière etc.



[A lire sur notre site.](#)

